

## MÉTHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées par le biais de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'Évaluation Rapide Multisectorielle (ERM). Ce rapport présente les résultats de l'évaluation menée du 22 au 28 juin 2021, dans le groupement de Fataki, suite aux attaques qui ont eu lieu au centre de Fataki, en territoire de Djugu, province de l'Ituri.

## RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Le 12 juin 2021, des éléments associés aux milices CODECO, provenant de la localité de Kondoni, dans le secteur de Walendu Djatsi, ont lancé une offensive au centre de négoce de Fataki, situé le long de la RN27, dans le groupement Fataki, secteur de Walendu Djatsi en territoire de Djugu. Cet assaut visant à repousser les militaires des Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) a entraîné la destruction et le pillage de biens publics et des maisons et un important mouvement de déplacement de population. Ces populations déplacées ont trouvé refuge à Djaiba, à quelques mètres d'une base onusienne située à 4 km de Fataki.

## CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

## DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT



## DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	ITURI
TERRITOIRE	DJUGU
CHEFFERIE	WALENDU DJATSI
GROUPEMENT	FATAKI

## DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

VILLAGES ÉVALUÉS	MÉNAGE	INDIVIDU	HOMME	FEMME	< 5 ANS	LOCALISATION
DJAIBA	1,550	8,000	2,696	5,304	740	N 1.9843 ; E30,6045

## PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES



## OBSERVATIONS & ANALYSES

- Les déplacés se trouvant pour la plupart à Djaiba ont tout perdu au moment de la fuite : leurs biens, maisons et moyens de subsistances. Les marchés locaux sont approvisionnés et accessibles, mais les moyens financiers des ménages enquêtés restent insuffisants pour couvrir les frais alimentaires. Cette situation pousse plusieurs déplacés à retourner, en groupe, dans les zones de provenance, dans l'espoir de récupérer certaines denrées alimentaires.
- Dans la localité de Djaiba, il existe 6 sources d'eau naturelles dont 3 aménagées par l'ONG Solidarité internationale ne sont plus fonctionnelles. Les habitants de ce village consomment l'eau de 3 autres sources aménagées par l'organisation Tearfound n'ayant pas un débit suffisant pour satisfaire la population autochtone et déplacée. Cette situation pousse certaines familles à utiliser l'eau de la rivière principalement pour des besoins ménagers. Il est observé une insuffisance de récipients de collecte et de stockage d'eau, ceux utilisés ont été empruntés auprès des populations hôtes dans la plupart des cas. En matière d'assainissement, les personnes déplacées vivent dans un environnement insalubre caractérisé par l'insuffisance de latrines et celles qu'ils utilisent auprès de la communauté hôte ne répondent pas pour la plupart aux normes en termes de qualité et de ratio d'utilisateurs.
- La majorité des déplacés, en provenance de Djaiba, loge dans des familles d'accueil. La plupart des abris sont congestionnés et les conditions de vie sont très difficiles. Une autre partie des déplacés s'abrite dans les tentes allouées par la MONUSCO. La capacité d'accueil de tentes et des hébergements des familles d'accueil reste limitée. Certains ménages, en particulier les femmes, trouvent refuge dans des centres collectifs telles que les églises et les écoles, non loin des installations de la MONUSCO, d'autres ménages déplacés sont amenés à passer la nuit à même le sol, dans la rue.
- Dans la localité de Djaiba, les enseignants ont arrêté de dispenser les cours. En effet, les opérations militaires en cours peuvent impacter la sécurité des élèves. Par ailleurs, les écoles sont occupées par plusieurs familles déplacées en provenance de Fataki. Ainsi, les enfants de l'école primaire restent à la maison pour aider leurs parents dans les travaux champêtres.
- Une structure sanitaire est fonctionnelle à Djaiba. Les PDI n'ont pas les moyens financiers pour couvrir les frais de santé et ne bénéficient pas de la gratuité des soins. Par ailleurs, l'accès aux soins de base reste aussi difficile à cause du manque d'équipements sanitaires appropriés dans le centre de santé disponible, poussant la majorité des ménages à s'automédiquer.